



République de Guinée  
Travail - Justice - Solidarité

## MINISTÈRE DU BUDGET

### **SEMINAIRE DE FORMATION DE CHEFS DE DIVISIONS DES AFFAIRES FINANCIERES**

**Allocution de Monsieur le Ministre du Budget**

**Mohamed Lamine Doumbouya, Ph.D**

**Conakry, 8 mai 2017**

**Monsieur le Secrétaire Général,  
Madame le Chef de Cabinet,  
Messieurs les Conseillers,  
Mesdames et Messieurs les Directeurs Nationaux et Chefs de Services  
Mesdames et Messieurs les Chefs de divisions, chefs comptables et cadres de  
la Direction Nationale du Budget,  
Chers participants,**

Cette rencontre organisée par le Ministère du Budget m'offre l'opportunité de m'adresser au collectif des Chefs des Divisions des Affaires Financières sur leurs responsabilités dans le renforcement de la gestion des finances publiques et l'amélioration de la gouvernance économique.

L'élaboration du budget de l'Etat, instrument principal de la mise en œuvre de la politique économique et sociale du Gouvernement, exige une contribution de qualité de tous les intervenants impliqués dans le processus budgétaire.

**Mesdames et Messieurs,**

En dépit des orientations des circulaires budgétaires, le processus d'élaboration des lois de finances se heurte encore à de nombreuses insuffisances préjudiciables à la qualité des documents budgétaires et à une gestion efficace des dépenses publiques. Je citerai entre autres :

- L'absence de liens entre les politiques sectorielles et les budgets des départements ministériels ;
- La faiblesse des arbitrages des avant-projets au sein des cabinets ministériels et la non implication des services centraux et déconcentrés dans l'évaluation des besoins ;
- Le manque d'analyses exhaustives et rigoureuses pour l'identification des besoins et l'affectation des ressources en fonction des priorités ;
- La non implication des DAF dans l'évaluation des recettes non fiscales, la gestion des projets sur financements extérieurs et la coordination de la gestion financière des établissements publics administratifs des départements ministériels ;
- Le retard dans la production des rapports d'exécution budgétaire.

La qualité du travail de préparation budgétaire repose sur les soins apportés par tous les acteurs du processus à la conception des supports de prévisions de recettes et de dépenses.

A cet égard, les Chefs des Divisions des Affaires Financières en tant que conseillers financiers des Présidents des institutions et des Ministres, à qui la loi organique relative aux lois de finances a conféré la qualité d'ordonnateurs principaux des budgets sectoriels, ont un rôle primordial à jouer dans toutes les phases du processus budgétaire.

C'est pourquoi, en matière de préparation budgétaire, ils doivent principalement :

- Diffuser la circulaire budgétaire aux services centraux et déconcentrés du Ministère ou de l'Institution ;
- Apporter leur appui technique aux structures pour le calcul des coûts de leurs programmes d'activités ;
- Veiller à la cohérence entre les propositions de dépenses, les stratégies, politiques et les programmes sectoriels ;
- Déposer dans les délais les fascicules budgétaires à la Direction Nationale du Budget appuyées d'exposés de motifs, de plans d'actions et d'une certification de l'autorité compétente ;

Dans cet exercice d'évaluation, et lors des arbitrages au sein des départements et pendant les conférences budgétaires, les Chefs des Divisions des Affaires Financières doivent se faire assister des Responsables de la politique sectorielle, des coordonnateurs de programmes et chefs de projets, des Chefs de Divisions de Ressources humaines, des responsables des régies de recettes non fiscales.

C'est aussi l'occasion de rappeler que le cadrage budgétaire 2018-2020 tient compte des contraintes de la mise en œuvre des plans d'actions découlant des politiques sectorielles en lien avec le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020. Ainsi, en ce qui concerne les dépenses, il s'agira de poursuivre la politique de rationalisation des charges courantes de l'administration à l'effet de dégager plus d'économies qui seront consacrées aux investissements dans les secteurs prioritaires.

L'accent devra être mis sur la budgétisation en priorité des engagements du Gouvernement et des dépenses incompressibles.

Dans le cadre de l'appui aux collectivités locales, il s'agira de mettre l'accent sur les mécanismes transparents de transfert des ressources en accompagnement aux compétences transférées.

Dans le cadre de la budgétisation pluriannuelle, il y a lieu de signaler la mise en place par le Premier Ministre du Comité de Politique Budgétaire chargé de discuter et adopter les cadres budgétaires et les cadres de dépenses à moyen terme globaux.

Ce séminaire intervient à un moment où notre pays est engagé, sous le leadership du Pr Alpha Condé, Président de la République, dans un vaste programme de stabilisation du cadre macroéconomique et de relance de la croissance en vue promouvoir un développement durable et inclusif et la réduction de la pauvreté. C'est dans ce cadre que s'inscrit la mise en œuvre du plan stratégique de réformes des finances publiques qui met l'accent sur

la performance, la discipline, la rigueur, la transparence et la responsabilité dans la gestion.

### **Mesdames et Messieurs les chefs des DAF,**

Comme vous me l'aviez demandé lors de notre toute première rencontre, cette formation vous est taillée sur mesure. En effet, elle couvre tous les domaines de la gestion des finances publiques à savoir : le cadre juridique des finances publiques, la préparation et la présentation du budget de l'Etat, l'exécution des dépenses, les systèmes d'information, la tenue de la comptabilité générale de l'Etat, la gestion de la trésorerie, l'exécution des recettes publiques, le contrôle des finances publiques et la gestion des finances locales.

En ce qui concerne le cadre légal et réglementaire, le Ministère du Budget s'est engagé à la mise en application de la nouvelle nomenclature budgétaire, et à la préparation du débat d'orientation budgétaire à l'Assemblée Nationale.

Je dois également rappeler que vous les DAF, avez une grande responsabilité dans le respect des règles d'exécution du budget de l'État, vous êtes garants d'une bonne gestion des finances publiques. A cet égard, pour l'exercice 2017, les actions vont porter entre autres sur le respect des délais de dépôt des rapports périodiques de l'exécution budgétaire, le suivi des délais de traitement des dossiers dans la chaîne de la dépense, et la préparation des plans d'engagement cohérents avec les plans de trésorerie. A cet effet, j'ai mis en place, en application des dispositions pertinentes du Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique, un comité d'engagement, en vue d'améliorer la régulation budgétaire et de promouvoir une bonne exécution du budget de l'Etat.

### **Mesdames et Messieurs,**

Je ne saurais terminer mon intervention sans exhorter les participants que vous êtes de mesurer les enjeux de modernisation du système d'allocation budgétaire en cours et d'en tirer le maximum de bénéfice pour une gestion plus rigoureuse et performante des finances publiques au profit des populations guinéennes.

Je voudrais ici remercier tous les ordonnateurs du budget de l'État, les Présidents des institutions républicaines, le Premier Ministre ainsi que l'ensemble des membres du Gouvernement, qui ont bien voulu vous libérer pour bénéficier de cette formation si importante pour accompagner la réforme des finances publiques.

Mes remerciements s'adressent aussi au Président de la République, Président en exercice de l'Union africaine, pour sa volonté affichée de poursuivre la

modernisation de nos finances publiques et de doter notre pays d'une économie résiliente et compétitive.

C'est sur cette note d'optimisme que je voudrais terminer mon propos en déclarant ouvert le séminaire de formation à l'intention des Chefs de Divisions des Affaires Financières, des Chefs comptables et des Directeurs des Bureaux de Stratégie et de Développement.

Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens

